



# 15 février 2012

## journée d'action

### interprofessionnelle départementale

**Contre l'austérité et pour le progrès social !  
L'argent pour l'emploi, les salaires,  
les services publics, pas pour les actionnaires !**

En 2010, la majorité politique actuelle et le patronat faisaient passer en force sa contre réforme des retraites malgré les millions de manifestants et l'opposition de 70% des français.

L'année 2011 aura été caractérisée par deux plans d'austérité, l'accroissement sans précédent du chômage de masse (+6,1 % en Val-de-Marne), la multiplication des plans de licenciements et la suppression de milliers de postes dans la fonction publique, l'augmentation des tarifs en tout genre (produits alimentaires, transports, gaz, mutuelles, accès aux soins), le gel des salaires et pensions.

**Mais la crise et l'austérité, dans l'Etat sarkozyste, ce n'est pas pour tout le monde !**

Alors que 8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, qu'un salarié sur deux gagne moins de 1500 Euros par mois, les entreprises du CAC 40 ont engrangé 83 Milliards de profits l'année dernière et en ont reversé 44% à leurs actionnaires (soit, 38 Milliards).

Sur l'ensemble des entreprises, ce sont 210 milliards d'euros qui ont été versés aux actionnaires. S'ajoute à cela, au moment même où l'emploi et les salaires du plus grand nombre sont laminés, 170 milliards d'euros d'aides publiques et d'exonérations fiscales en tout genre accordés aux entreprises sans aucun contrôle.

En ce début d'année 2012, le gouvernement et le Medef, grands adeptes de l'enfumage et des leçons de morale budgétaire visant à culpabiliser les salariés, ont bien l'intention de poursuivre leur dynamitage de nos droits et acquis sociaux en prétextant de la perte du triple A.

Sous l'impulsion des puissances financières et agences de notation, l'offensive antisociale porte dès à présent sur:

- les bases du financement de la protection sociale avec l'instauration d'une «TVA antisociale» ;
- l'éclatement de la durée hebdomadaire du temps de travail ;
- la stagnation des salaires autour du chantage «maintien des emplois contre baisse des rémunérations» ;
- l'accélération de la casse des services publics.

## **Marche départementale unitaire**

**Rendez-vous à 13h devant l'entreprise Sanofi-Aventis  
180 rue Jean Jaurès à Maisons-Alfort pour rejoindre la Préfecture**

**CGT FSU Solidaires**

avec le soutien du Collectif 94 pour un Audit citoyen de la dette

Au nom de la prétendue réduction du «coût du travail» et de la sacro sainte «compétitivité», les résultats que ces choix politiques destructeurs provoquent socialement et économiquement sont dramatiques. En trois ans, à l'échelle du pays, 100 000 emplois industriels ont été supprimés et 900 usines rayées de la carte. Dans notre département, cela se traduit notamment par l'abandon du fret SNCF et le démantèlement des voies ferrées; la désindustrialisation croissante avec de fortes menaces sur l'avenir des entreprises Sanofi-Aventis et l'imprimerie Le Monde à Ivry. L'accentuation de la précarité et de la flexibilité dans les petites et moyennes entreprises, l'explosion des bas salaires dans le commerce, l'agro-alimentaire ou la métallurgie.

## **Pour la CGT, il y a urgence à stopper cette casse sociale !**

**D'autres solutions existent comme en témoignent les dix propositions que nous formulons pour sortir de la crise.**

- ❶ Revaloriser les salaires, les pensions et les minimas sociaux
- ❷ Contrôler les aides publiques aux entreprises
- ❸ Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements
- ❹ Suppression des exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires
- ❺ Stopper les suppressions d'emplois
- ❻ Développer les politiques publiques et les moyens des services publics
- ❼ Réformer la fiscalité en profondeur
- ❽ Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits
- ❾ Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux
- ❿ Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique

Dans la continuité des mobilisations nationales de 2011 et celle du 18 janvier dernier, forts des résistances et luttes d'entreprises qui se déroulent dans notre département sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail ou les services publics, les syndicats CGT du Val-de-Marne ont décidé d'organiser une journée d'action départementale interprofessionnelle le 15 février prochain contre l'austérité, pour la satisfaction des revendications de l'entreprise à l'échelle de la société.

Cette journée de riposte revendicative, où résonneront localement les exigences économiques et sociales des salariés, convergera dès 13h sur une marche départementale unitaire, populaire, rassemblant salariés du public et du privé, des petites et grandes entreprises, travailleurs sans-papiers luttant pour leur régularisation, retraités et privés d'emploi du Val-de-Marne.

Dans le rassemblement le plus large, cette journée d'action sera le moyen pour tous d'exprimer haut et fort le rejet des plans de rigueur et la politique de régression sociale.

Seul le rapport de forces pourra inverser le choix de ce gouvernement et du patronat : alors soyons nombreux, forts et déterminés.

**Au matin de cette marche des luttes, dans nos entreprises, nos établissements et territoires, organisons l'action autour de nos cahiers de revendications et arrachons auprès de nos employeurs et des pouvoirs publics les moyens de satisfaire nos légitimes exigences.**



### **Je me syndique à la CGT !**

Nom : ..... Prénom : ..... Age : .....  
Adresse : .....  
..... Ville : ..... Code Postal : .....  
Tél : ..... mël : .....  
Entreprise : .....  
Ville et code postal de votre entreprise : .....

**A renvoyer à : UD CGT 94, 11-13 rue des Archives, 94010 Créteil cedex  
Tél. : 01 41 94 94 00 00 - Fax : 01 41 94 94 00 33 - mël : [infos@cgt94.fr](mailto:infos@cgt94.fr) - [www.cgt94.fr](http://www.cgt94.fr)**



# 15 février 2012

## journée d'action

### interprofessionnelle départementale

**Contre l'austérité et pour le progrès social !  
L'argent pour l'emploi, les salaires,  
les services publics, pas pour les actionnaires !**

En 2010, la majorité politique actuelle et le patronat faisaient passer en force sa contre réforme des retraites malgré les millions de manifestants et l'opposition de 70% des français.

L'année 2011 aura été caractérisée par deux plans d'austérité, l'accroissement sans précédent du chômage de masse (+6,1 % en Val-de-Marne), la multiplication des plans de licenciements et la suppression de milliers de postes dans la fonction publique, l'augmentation des tarifs en tout genre (produits alimentaires, transports, gaz, mutuelles, accès aux soins), le gel des salaires et pensions.

**Mais la crise et l'austérité, dans l'Etat sarkozyste, ce n'est pas pour tout le monde !**

Alors que 8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, qu'un salarié sur deux gagne moins de 1500 Euros par mois, les entreprises du CAC 40 ont engrangé 83 Milliards de profits l'année dernière et en ont reversé 44% à leurs actionnaires (soit, 38 Milliards).

Sur l'ensemble des entreprises, ce sont 210 milliards d'euros qui ont été versés aux actionnaires. S'ajoute à cela, au moment même où l'emploi et les salaires du plus grand nombre sont laminés, 170 milliards d'euros d'aides publiques et d'exonérations fiscales en tout genre accordés aux entreprises sans aucun contrôle. En ce début d'année 2012, le gouvernement et le Medef, grands adeptes de l'enfumage et des leçons de morale budgétaire visant à culpabiliser les salariés, ont bien l'intention de poursuivre leur dynamitage de nos droits et acquis sociaux en prétextant de la perte du triple A.

Sous l'impulsion des puissances financières et agences de notation, l'offensive antisociale porte dès à présent sur:

- les bases du financement de la protection sociale avec l'instauration d'une «TVA antisociale» ;
- l'éclatement de la durée hebdomadaire du temps de travail ;
- la stagnation des salaires autour du chantage «maintien des emplois contre baisse des rémunérations» ;
- l'accélération de la casse des services publics.

## Marche départementale unitaire

**Rendez-vous à 13h devant l'entreprise Sanofi-Aventis  
180 rue Jean Jaurès à Maisons-Alfort pour rejoindre la Préfecture**

**CGT FSU Solidaires**

avec le soutien du Collectif 94 pour un Audit citoyen de la dette

Au nom de la prétendue réduction du «coût du travail» et de la sacro sainte « compétitivité », les résultats que ces choix politiques destructeurs provoquent socialement et économiquement sont dramatiques. En trois ans, à l'échelle du pays, 100 000 emplois industriels ont été supprimés et 900 usines rayées de la carte. Dans notre département, cela se traduit notamment par l'abandon du fret SNCF et le démantèlement des voies ferrées; la désindustrialisation croissante avec de fortes menaces sur l'avenir des entreprises Sanofi-Aventis et l'imprimerie Le Monde à Ivry. L'accentuation de la précarité et de la flexibilité dans les petites et moyennes entreprises, l'explosion des bas salaires dans le commerce, l'agro-alimentaire ou la métallurgie.

## **Pour la CGT, il y a urgence à stopper cette casse sociale !**

**D'autres solutions existent comme en témoignent les dix propositions que nous formulons pour sortir de la crise.**

- ❶ Revaloriser les salaires, les pensions et les minimas sociaux
- ❷ Contrôler les aides publiques aux entreprises
- ❸ Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements
- ❹ Suppression des exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires
- ❺ Stopper les suppressions d'emplois
- ❻ Développer les politiques publiques et les moyens des services publics
- ❼ Réformer la fiscalité en profondeur
- ❽ Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits
- ❾ Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux
- ❿ Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique

Dans la continuité des mobilisations nationales de 2011 et celle du 18 janvier dernier, forts des résistances et luttes d'entreprises qui se déroulent dans notre département sur l'emploi, les salaires, les conditions de travaux ou les services publics, les syndicats CGT du Val-de-Marne ont décidé d'organiser une journée d'action départementale interprofessionnelle le 15 février prochain contre l'austérité, pour la satisfaction des revendications de l'entreprise à l'échelle de la société.

Cette journée de riposte revendicative, où résonneront localement les exigences économiques et sociales des salariés, convergera dès 13h sur une marche départementale unitaire, populaire, rassemblant salariés du public et du privé, des petites et grandes entreprises, travailleurs sans-papiers luttant pour leur régularisation, retraités et privés d'emploi du Val-de-Marne.

Dans le rassemblement le plus large, cette journée d'action sera le moyen pour tous d'exprimer haut et fort le rejet des plans de rigueur et la politique de régression sociale.

Seul le rapport de forces pourra inverser le choix de ce gouvernement et du patronat : alors soyons nombreux, forts et déterminés.

**Au matin de cette marche des luttes, dans nos entreprises, nos établissements et territoires, organisons l'action autour de nos cahiers de revendications et arrachons auprès de nos employeurs et des pouvoirs publics les moyens de satisfaire nos légitimes exigences.**



### **Je me syndique à la CGT !**

Nom : ..... Prénom : ..... Age : .....  
Adresse : .....  
..... Ville : ..... Code Postal : .....  
Tél : ..... mël : .....  
Entreprise : .....  
Ville et code postal de votre entreprise : .....

**A renvoyer à : UD CGT 94, 11-13 rue des Archives, 94010 Créteil cedex**

**Tél. : 01 41 94 94 00 00 - Fax : 01 41 94 94 00 33 - mël : [infos@cgt94.fr](mailto:infos@cgt94.fr) - [www.cgt94.fr](http://www.cgt94.fr)**